



ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION

3 - 1 - 02 B (S.P. 6.)

BRUXELLES 39

41.00.40  
TEL. : 41.44.00  
41.44.90

58

ORIGINAL : ANGLAIS  
16 novembre 1967

NATO CONFIDENTIEL  
PO/67/832

Aux : Représentants permanents

Du : Secrétaire Général

FUTURES TACHES DE L'ALLIANCE

Projet de rapport à soumettre au Groupe Spécial le  
22 novembre 1967

Pour répondre à un voeu exprimé par le Groupe spécial le 8 novembre, j'ai préparé le rapport ci-joint qui me paraît refléter les grandes lignes qui se sont dégagées des discussions des gouvernements lors des réunions du Groupe spécial sur les futures tâches de l'Alliance les 7 et 8 novembre 1967.

(Signé) MANLIO BROGIO

NATO CONFIDENTIEL

FUTURES TACHES DE L'ALLIANCE

Projet de rapport à soumettre au Groupe Spécial le  
22 novembre 1967

1. Il y a un an, à l'initiative du Ministre des Affaires étrangères de Belgique, les gouvernements des quinze nations de l'Alliance atlantique entreprenaient une vaste étude destinée à faire le point de l'Alliance et de ses tâches dans le monde d'aujourd'hui. Le présent rapport expose la teneur générale de cette étude ainsi que les principes essentiels qui ressortent de l'examen des tâches futures de l'Alliance.

2. Des études ont été entreprises par MM. Schutz, Watson, Spaak, Kohler et Patijn. Le Conseil tient à exprimer ses remerciements à ces éminentes personnalités pour leurs efforts et pour les pénétrantes analyses qu'elles ont réalisées.

3. Il s'agissait essentiellement dans cette étude de repenser les buts de l'Alliance, de procéder à un nouvel examen des problèmes politiques clés et de se livrer sur ces différents points à des discussions approfondies. Grâce à quoi les gouvernements ont à présent une meilleure compréhension du travail et des possibilités de l'Alliance ainsi que des vues de leurs alliés sur les problèmes fondamentaux. L'étude a mis en lumière la raison d'être politique et militaire de l'Alliance en tant que facteur de paix durable. Elle a montré que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des changements de structure, une certaine réorientation résultera de tâches importantes nouvelles sans pour autant contrarier le fonctionnement de l'Alliance et le déroulement des procédures qui ont prouvé leur valeur au long des années.

4. L'Alliance n'est pas un instrument rigide mais bien un organisme vivant et vigoureux qui s'adapte aux situations nouvelles et est capable de mener à bien toutes tâches que les gouvernements désireraient lui confier. Toute adaptation nécessaire peut se faire aisément en s'en tenant aux termes mêmes du Traité, sans qu'il soit besoin d'amendement.

5. Le Traité de l'Atlantique Nord a été signé en 1949; depuis, la situation a changé sensiblement, mais non fondamentalement. L'objectif de base du Traité est de garantir aux pays membres une protection effective de leur intégrité territoriale, d'assurer leur indépendance politique et de préserver leur sécurité. Cette tâche, l'Alliance l'a remplie, avec un plein succès depuis sa création. Aussi longtemps que la situation le rendra nécessaire, l'Alliance continuera à exercer ce rôle défensif vital.

NATO CONFIDENTIEL  
PO/67/832

- 4 -

6. L'Union soviétique, en effet, n'a cessé de perfectionner et d'étendre ses possibilités offensives, sa dernière réalisation, annoncée le 4 novembre, étant le système de bombardement par fusées mises sur orbites partielles. Par ailleurs les principaux problèmes politiques de l'Europe, question allemande et sécurité européenne, demeurent sans solution. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, la situation internationale continuera de comporter des risques de conflit. Il s'ensuit que les alliés se doivent, tout en apaisant les craintes de leurs partenaires les plus exposés, de se doter de tout l'éventail des moyens militaires capables de décourager l'agression et, si nécessaire, de la repousser.

7. Au-delà de la dissuasion, ce sont des solutions de paix que les alliés ont toujours recherchées. Ils savent que c'est l'existence de l'Alliance et sa réussite dans le maintien de la paix qui ont rendu possible un relâchement de la tension en Europe. Car la détente ne peut germer dans un monde désordonné. L'Alliance atlantique est un facteur de stabilité dans le cadre de la politique mondiale. Elle est la condition nécessaire de la poursuite réaliste des politiques actuelles qui tendent à un relâchement accentué des tensions. Le moyen d'aboutir à la paix et à la stabilité en Europe n'est pas de dissoudre les groupements d'états, mais de les utiliser à des fins constructives.

8. Aller de l'avant requiert l'équilibre et la coordination d'une double démarche : détente et défense. Aussi, pour les Alliés, la sécurité résulte-t-elle de la combinaison, premièrement d'une puissance militaire adéquate et d'une solidarité politique destinées toutes deux à décourager l'agression et deuxièmement d'un ensemble de mesures réalistes visant à atténuer les tensions et les risques de conflit.

9. L'Alliance atlantique n'a jamais été à proprement parler une organisation militaire. Dès le début, elle a été une association d'états partageant les mêmes idéaux et ayant de nombreux intérêts communs. En tant qu'états souverains, les pays n'ont aucune obligation de subordonner leurs politiques à une décision collective. L'Alliance n'exerce aucun pouvoir supranational : elle n'est pas davantage, politiquement, un agent exécutif.

10. L'OTAN néanmoins est indispensable politiquement aussi bien que militairement parce qu'elle est, effectivement, entre autres choses, un forum et un centre d'échange d'informations et d'opinion; ainsi les alliés peuvent-ils arrêter leurs politiques et parfaite connaissance des problèmes et des objectifs des uns et des autres.

NATO CONFIDENTIEL

- 4 -

11. Pour atteindre les objectifs fondamentaux du Traité de l'Atlantique Nord, il est essentiel que l'esprit de cohésion et de solidarité continue à inspirer les consultations entre les alliés. Pour être efficaces ces consultations doivent se tenir au stade d'élaboration des politiques laissant ainsi place à d'éventuels ajustements qui tiendraient compte des vues des autres alliés. Rien ne s'oppose, à aucun moment, à ce qu'un problème international quelconque soit soulevé devant l'instance appropriée de l'OTAN.

12. De nos jours, il est essentiel et justifié que chaque allié prenne sa part pleine et entière dans la poursuite d'une amélioration des relations avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale. Les chances de succès seront évidemment plus grandes si les alliés suivent des voies parallèles. Les actions de tous les alliés seront plus déterminantes et auront davantage d'influence si, particulièrement dans les matières qui les concernent tous, ils agissent conjointement dans un cadre politique général agréé, autant que faire se peut, par tous. La réalisation d'un ordre politique juste et durable en Europe est un objectif hors d'atteinte pour un pays quel qu'il soit. Elle implique nécessairement la conjonction des efforts de plusieurs groupes d'états.

13. Aucun règlement n'est possible en Europe sans que tous ceux qui y sont intéressés ne fassent un vigoureux effort. On ne sait pas exactement jusqu'où les Gouvernements de l'URSS et des pays de l'Est sont prêts à aller dans la coopération avec les alliés, pour parvenir à l'établissement d'un ordre plus pacifique en Europe. L'évolution des politiques soviétiques et des pays de l'Est donne quelque consistance à l'espoir que ces gouvernements pourraient graduellement arriver à reconnaître à la longue, les avantages qui résulteraient pour eux de leur collaboration à l'élaboration d'un règlement stable. Mais un règlement de ce genre n'est pas possible sans solution de la question allemande qui demeure au coeur des tensions actuelles en Europe.

14. Présentement le développement des contacts entre pays de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale s'effectue principalement sur une base bilatérale. Mais il y a évidemment une limite aux progrès qui peuvent être enregistrés bilatéralement. Certains sujets, en particulier ceux qui ont trait à la sécurité européenne, requièrent par leur nature même une approche multilatérale.

NATO CONFIDENTIEL  
FO/37/832

- 5 -

15. Le problème du règlement européen et de la réunification allemande a été normalement abordé au cours des échanges de vues qui ont eu lieu entre l'Union soviétique et les trois puissances occidentales qui ont des responsabilités spéciales dans ce domaine. Lors de la préparation de ces conférences la République fédérale s'est jointe régulièrement aux trois puissances occidentales en vue de parvenir à une position commune. Les autres alliés qui n'ont pas manqué dans le passé de soutenir les initiatives prises, devraient pouvoir dans l'avenir, faire valoir leurs vues lors de la formulation d'une politique générale de l'Occident. Ceci pourrait se faire sans qu'il soit porté atteinte de quelque manière aux responsabilités spéciales en la matière des pays en cause.

+ +

+

16. Le développement de la détente en Europe a été profitable pour les pays de l'Europe, tant de l'Est que de l'Ouest. Le moment est venu maintenant d'entreprendre un nouvel effort pour renforcer et étendre cette détente. Les Alliés sont de commun accord résolus à tendre leurs énergies vers ce but et à prendre des mesures réalistes destinées à accroître la confiance dans le déroulement des relations Est-Ouest.

17. Le relâchement des tensions n'est pas l'objectif final mais l'une des étapes d'un processus à long terme qui vise à promouvoir des relations pacifiques et à rendre plus proche un règlement européen. Ce but ne peut être atteint sans la coopération de l'Union soviétique et des pays de l'Europe orientale.

18. Le but politique ultime des alliés est de réaliser un ordre pacifique, juste et durable en Europe, garanti par un système équilibré et viable de sécurité européenne.

19. Il doit être mis fin aux barrières artificielles entre l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest dont l'expression la plus ostensible et la plus cruelle est la division de l'Allemagne.

20. Lorsque l'étude sur les tâches futures de l'Alliance a été mise en route, il fut posé que son objet était de "renforcer l'Alliance en tant que facteur de paix durable".

21. C'est dans cet esprit que les Alliés dans la formulation de leurs plans pour les années 70, se concentreront sur un certain nombre de tâches. Ils prépareront et développeront les grandes lignes d'un règlement européen destiné à réaliser un ordre stable et juste en Europe et à mettre un terme à la division

NATO CONFIDENTIEL

- 6 -

de l'Allemagne. Ce travail préparatoire comportera des études spéciales sur des sujets importants relatifs d'une part au système de Sécurité européenne et d'autre part aux méthodes d'approche possibles en matière de négociations Est-Ouest. Les Alliés intensifieront leurs préparations de manière à être prêts à saisir toute occasion sérieuse qui se présenterait de discussions multilatérales Est-Ouest sur ces questions complexes.

22. Les Alliés étudient actuellement des mesures pratiques de désarmement et de contrôle des armements, dont la possibilité d'une réduction parallèle des forces. Ces études seront intensifiées. Leur poursuite active reflète la volonté des Alliés de travailler dans le sens d'une détente effective avec l'Est.

23. Tout en maintenant et en renforçant la capacité défensive de l'Alliance et notamment l'efficacité de la dissuasion, les Alliés examineront avec une particulière attention le problème de la défense de ses flancs. Dans cet ordre d'idées, la situation actuelle en Méditerranée présente des problèmes particuliers.

24. Les Alliés chercheront également à poursuivre et à développer leurs consultations sur les crises et les conflits surgissant en dehors de la zone d'application du Traité, laquelle ne peut être isolée du reste du monde. Certaines régions présentent un intérêt particulier en raison de l'incidence des événements qui viendraient à s'y produire sur la sécurité des Alliés ou l'équilibre global des forces. Il est admis que certains Alliés sont plus directement concernés que d'autres dans différentes parties du monde et l'on reconnaît que la consultation entre Alliés ne comporte nullement d'implication dans une action collective dans de tels cas, car chacun de ces cas impose ses propres limites. La crise actuelle au Moyen-Orient par exemple est manifestement de la présponsabilité des Nations Unies.

+ +

+

25. Avec l'approbation des Ministres et à la lumière des directives qu'ils désireraient donner, le Conseil en session permanente veillera dans le cadre normal de ses activités à la mise en oeuvre et à l'application pratique des résultats de l'étude. Certains d'entre eux portent sur l'orientation générale, d'autres sur les obligations des membres de l'Alliance, d'autres encore sur le fonctionnement et les méthodes. Ces derniers visent pour la plupart à intensifier le travail déjà entrepris ou à activer des études hautement spécialisées par un recours plus systématique au concours d'experts ou de personnalités officielles délégués par les capitales.

NATO CONFIDENTIEL  
P0/67/832

- 8 -

26. Il appartiendra aux Ministres de décider si certains sujets méritent d'être les objets d'un examen plus approfondi ou si d'autres sujets qui pourraient être soulevés plus tard par des gouvernements intéressés devront s'insérer dans la mise en oeuvre de la présente étude ou être traités séparément.

NATO CONFIDENTIEL